



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



VEILLE BIMENSUELLE

NUMÉRIQUE

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE LONDRES

N° 4 – 22 février au 7 mars 2021

Sommaire

Fait marquant

- Le secteur de la tech a salué les mesures en faveur des start-ups du Budget 2021

Economie numérique et régulation

- La *Kalifa Review* propose des pistes pour redynamiser le secteur britannique des *FinTech*
- Selon le *Financial Times*, le projet d'*Online Sales Tax* pourrait renchérir la taxation de certaines chaînes britanniques de la *high street*
- L'autorité de la concurrence britannique souhaite adopter une approche plus stricte vis-à-vis des *Big Tech* et ouvre une première enquête contre *Apple*

Données

- Dans un éditorial du *Financial Times*, le ministre du numérique vante une nouvelle approche de la donnée en dehors du cadre européen
- Un certificat vaccinal est étudié par le gouvernement britannique

Cyber-sécurité

- Les services de renseignement britanniques souhaitent généraliser l'usage de l'intelligence artificielle
- Un nouvel outil est lancé pour améliorer la cyber-sécurité des petites entreprises

Ecosystème tech

- *Deliveroo* choisit Londres pour son entrée en bourse après la publication du rapport *Hill* sur le régime des cotations
- Le cabinet *Beauhurst* évalue l'impact négatif d'une réforme de la *Capital Gains Tax*

📌 Fait marquant : Le secteur de la tech a salué les mesures en faveur des start-ups du Budget 2021

Dans le [budget](#) présenté le 3 mars par le Chancelier de l'Echiquier Rishi Sunak, plusieurs mesures en faveur des nouvelles technologies et de l'entrepreneuriat ont été annoncées. Parmi elles :

- La création d'un nouveau visa pour les talents et *scale-ups* de la tech. Basée sur la recommandation de la *Kalifa Review* (cf. *infra*), ce visa à points offrira une voie accélérée dédiée aux talents hautement qualifiés et *scale-ups* (entreprises à forte croissance) dans le domaine des sciences, de la recherche ou de la tech, en retirant l'obligation d'un parrainage par un tiers ou une entreprise (actuellement nécessaire pour le *Global Talent visa* destiné aux emplois de la tech).
- Le lancement d'un nouveau « *Future Fund : Breakthrough* ». Capitalisant sur le succès du *Future Fund*, fonds de soutien aux start-ups destiné à maintenir les levées de fonds en période de crise (octroi d'emprunts convertibles financés par l'Etat à condition qu'un investisseur privé accorde un emprunt identique), le gouvernement a lancé un nouveau fonds de 375 M£ pour soutenir la croissance de *scale-ups* innovantes. Le fonds ciblera les entreprises à forte intensité en R&D, cherchant à lever au moins 20 M£ et exerçant dans le domaine des sciences de la vie, du quantique ou des *clean tech*. Sur le même modèle que le *Future Fund*, il octroiera des emprunts publics égalés par des emprunts privés.
- La création d'un nouveau programme pour l'acquisition de compétences numériques. Destiné aux petites entreprises, le programme *Help to Grow* offrira une subvention gouvernementale à hauteur de 50 % des coûts de formation aux logiciels de productivité, jusqu'à concurrence de 5 000 £.
- La mise en place d'une nouvelle *UK Infrastructure Bank*. Basée à Leeds et dotée de 12 Md£, elle aura pour objectif d'investir dans des projets publics et privés dans le domaine de la croissance durable, permettant ainsi de contribuer à améliorer les environnements des écosystèmes tech situés en dehors de Londres (un de ses objectifs affichés étant le *levelling up* - stratégie de réorientation de dépenses vers le développement des territoires défavorisés).
- La mise en œuvre des mesures du rapport *Hill* sur le régime de cotations en bourse (cf. *infra*) pour inciter les start-ups technologiques à faire leur introduction en bourse au RU.

Ces mesures ont été très bien accueillies par les organisations représentatives de l'écosystème tech et entrepreneurial. Pour [Tech Nation](#), le budget témoigne d'une « volonté prometteuse » d'exploiter le potentiel des *scale-ups*, qui sont la clé d'une reprise économique dynamique. Les directeurs généraux de *Tech UK* et de la *Coalition for a Digital Economy* ont également souligné que ces mesures avaient « de quoi satisfaire l'écosystème des start-ups ».

🌐 Economie numérique et régulation

1 La Kalifa Review propose des pistes pour redynamiser le secteur britannique des *FinTech*

Réalisée par Ron Kalifa, ancien directeur général de *Worldpay*, la [Kalifa Review](#) fait partie d'une série de rapports commandés par le gouvernement en vue de renforcer la position du Royaume-Uni dans les domaines de la finance et de la technologie. Publiée le 26 février, elle propose cinq grands axes de réformes pour secteur des *FinTech* au RU, qui fait face au triple enjeu du Brexit, de la pandémie et de l'augmentation de la concurrence internationale. Le rapport recommande : la création d'un nouveau visa pour améliorer l'accès aux talents mondiaux dans le domaine des technologies de pointe (i) ; l'amélioration de l'accompagnement pour les *FinTech* en phase de croissance à travers la création d'une *scalebox* (permettant l'expérimentation de nouveaux produits et services dans un cadre règlementaire souple) (ii) ; l'augmentation des possibilités de financement à travers la création d'un *FinTech Growth Fund* (iii) ; l'élargissement d'avantages fiscaux pour le secteur (iv) ; et le renforcement de la connectivité nationale (v). La *Review* propose également la création d'un Centre pour la

finance, l'innovation et la technologie ("CFIT"), géré par le secteur privé et visant à promouvoir les collaborations dans le secteur numérique, rassembler les capacités existantes, et offrir un soutien pratique aux acteurs du milieu de la tech.

2 Selon le *Financial Times*, le projet d'*Online Sales Tax* pourrait renchérir la taxation de certaines chaînes britanniques de la *high street*

Avec la volonté de rééquilibrer les conditions de concurrence entre commerces physiques et commerce en ligne, le Trésor britannique a lancé en juillet 2020 une [consultation](#) sur la réforme des *business rates* (taxes locales portant sur les propriétés non domestiques, calculées sur la base de leur valeur locative et d'un coefficient multiplicateur). Le gouvernement - qui remettra ses conclusions à l'automne - envisage notamment de mettre en place un prélèvement de 2 % sur les ventes de biens achetés en ligne, qui permettrait par ailleurs d'alléger les montants prélevés au titre des *business rates*. Or, selon les [calculs](#) du *Financial Times*, cette réforme pourrait mener à l'augmentation de la charge fiscale de certaines chaînes britanniques de la *high street*, tels que *Next* ou *John Lewis*, qui ont fortement développé leur offre en ligne depuis le début de la crise de la Covid-19. Selon les projections du *FT*, la réduction du coefficient multiplicateur du gouvernement de 51 % à 35 % de la valeur locative ferait passer les montants dus par *Next* au titre des *business rates* de 115 M€

à 80 M£, mais l'application d'une *Onlines Sales Tax* – qui aurait représenté 50 M£ en 2020 –, annulerait cette économie. Cette réforme bénéficierait toutefois aux chaînes ayant peu développé leurs ventes en lignes, comme *Primark* et *Aldi*, et permettrait de lever 361 M£ de taxes auprès d'*Amazon UK*.

3 L'autorité de la concurrence britannique souhaite adopter une approche plus stricte vis-à-vis des *Big Tech* et ouvre une première enquête contre *Apple*

Dans un [entretien](#) du 22 février au *Financial Times*, Andrea Coscelli, directeur général de la *Competition and Markets Authority (CMA)*, a annoncé l'ouverture dans les prochains mois d'enquêtes *antitrust* sur les pratiques de certaines grandes plate-formes numériques, dans l'attente de la mise en place de la nouvelle unité dédiée aux marchés numériques (*Digital Markets Unit*). Il a indiqué vouloir profiter de « l'indépendance retrouvée » par l'autorité de la concurrence après la sortie du RU du cadre réglementaire européen pour renforcer le contrôle du secteur numérique. Si Andrea Coscelli a déclaré que la CMA continuerait à travailler aux côtés de la Commission européenne sur les enquêtes déjà existantes, il a indiqué vouloir « combler certaines de ses lacunes » en se concentrant sur des sujets peu investis par les autres autorités de la concurrence. Dans le cadre de cette nouvelle approche plus stricte vis-à-vis des *Big Tech*, la CMA a ouvert le 4 mars une [enquête](#) sur les conditions d'utilisation de l'*App Store* par *Apple*. Selon l'autorité, le géant américain aurait « abusé de sa position dominante pour définir des conditions déloyales ou restreignant la concurrence » dans l'*App Store* – comme le fait de prélever 15 % à 30 % des revenus des développeurs, alors que ce dernier est l'unique moyen pour installer des applications sur les produits d'*Apple*.

Données

1 Dans un éditorial du *Financial Times*, le ministre du numérique vante une nouvelle approche de la donnée en dehors du cadre européen

Oliver Dowden, Ministre du *Department for Digital, Culture, Media & Sport (DCMS)* a mis en avant dans un [éditorial](#) du *Financial Times* la possibilité offerte par le Brexit de développer une nouvelle approche audacieuse de la donnée, considérée comme la « grande opportunité de notre époque ». Pour rappel, le gouvernement devrait publier dans les semaines qui viennent la réponse à la [consultation](#) sur son projet de *National Data Strategy*, qui a pour objectif de faire du Royaume-Uni « la première économie de données au monde ». Selon le ministre, la crise du Covid-19 a permis au Gouvernement de développer de nouveaux usages de la donnée (pour le développement des vaccins ou de l'application de traçage, par exemple) et de normaliser un partage « rapide, efficace et responsable » de données, sur lequel il souhaite capitaliser. Oliver Dowden estime que le RU n'a pas l'obligation de « copier-coller » les règles européennes (en particulier, le règlement général sur la protection des données, RGPD) pour respecter des standards élevés, et affirme que « l'UE n'a pas le monopole de la protection des données ». Il souhaite profiter de la sortie du cadre européen pour inciter les entreprises et organisations à faire usage de la donnée – à travers des règles moins contraignantes – et pour conclure des accords d'adéquation sur la donnée avec les « économies à la croissance la plus rapide au monde », dont la liste prioritaire devrait être bientôt annoncée.

2 Un certificat vaccinal est étudié par le gouvernement britannique

Dans le cadre de la publication du plan de sortie du confinement le 22 février, Boris Johnson a annoncé le lancement d'une étude sur l'introduction de « certificats vaccinaux », afin d'accélérer la réouverture de l'économie. Menée par Michael Gove, Ministre du *Cabinet Office*, ses recommandations devraient être publiées avant la dernière étape (étape 4) du dé-confinement, estimée au 21 juin. Cet outil pourrait conditionner l'accès à certains événements et lieux recevant du peuple à une vaccination préalable. Il pourrait se matérialiser par une application mobile, qui permettrait de certifier sa vaccination ou de prouver un test négatif ; selon [The Times](#), [l'application du NHS](#) (différente de l'application de traçage, permettant entre autres de prendre rendez-vous et de consulter son dossier médical) pourrait être utilisée à cette fin. Le Premier Ministre a indiqué que l'évaluation du certificat vaccinal prendra en compte les préoccupations « scientifiques, philosophiques et éthiques » afin de ne pas discriminer les personnes ayant de « vraies raisons » de ne pas se faire vacciner. Enfin, selon [The Guardian](#), la Grèce serait actuellement en discussion avec le Royaume-Uni pour ouvrir l'accès aux touristes britanniques sous condition de vaccination, qui pourrait être certifiée par une application.

Cyber-sécurité

1 Les services de renseignement britanniques souhaitent généraliser l'usage de l'intelligence artificielle

Dans un [rapport](#) publié le 24 février, le GCHQ (*Government Communications Headquarters* – services de renseignement d'origine électromagnétique) a présenté sa vision d'un usage éthique de l'intelligence artificielle (IA).

L'agence souhaite en effet renforcer son utilisation dans le cadre de la défense contre les cyberattaques, les *deepfakes* et la désinformation. Le directeur du GCHQ, Jeremy Fleming, a déclaré qu'il se concentrerait sur le développement de systèmes « d'intelligence augmentée », qui viendront en appui aux agents pour l'analyse de grandes quantités de données et la prise de décision. Le GCHQ souhaite faire un « bon usage de l'IA », en écartant l'utilisation « non-éthique » des capacités du *machine learning* (tels qu'un usage généralisé de la reconnaissance faciale), et espère que la présidence britannique du G7 contribuera à promouvoir cette vision.

2 Un nouvel outil est lancé pour améliorer la cyber-sécurité des petites entreprises

Le [National Cyber Security Centre](#) (NCSC), créé en octobre 2016 pour constituer un point de contact unique sur la cyber-sécurité pour les entreprises, les ministères, les agences gouvernementales et le public, a publié un « [Cyber Action Plan](#) » afin d'aider les commerçants et les micro-entreprises à faire face aux menaces croissantes en matière de sécurité informatique. Ce plan fait notamment suite à un [rapport du Centre for Economic Performance](#), qui a montré que plus de 60 % des entreprises britanniques s'étaient mises à travailler à distance en utilisant les nouvelles technologies depuis le début de la pandémie, et au dernier [Cyber Security Breaches Survey](#) du printemps 2020, qui a montré que 46 % des petites et micro-entreprises avaient fait l'objet de cyber attaques ou d'intrusions au cours des 12 mois précédents, contre 31 % l'année d'avant. Le *Cyber Action Plan* du NCSC propose notamment aux commerçants et aux micro-entreprises d'évaluer leurs risques et leurs besoins et de leur apporter un service de conseil gratuit et personnalisé.

Ecosystème tech

1 *Deliveroo* choisit Londres pour son entrée en bourse après la publication du rapport *Hill* sur le régime des cotations

La licorne britannique *Deliveroo* a [annoncé](#) le 4 mars qu'elle réaliserait son introduction en bourse à Londres. La décision de la plateforme de livraisons de repas, saluée par le chancelier de l'Echiquier Rishi Sunak, aurait été influencée par la [Hill UK Listing Review](#) publiée le 3 mars, visant à faire du Royaume-Uni une destination plus attractive pour les introductions en bourse et dont les recommandations devraient être mise en place d'ici fin 2021. Le communiqué de presse mentionne en effet explicitement sa volonté d'utiliser une structure d'actions à droit de vote multiple (*dual class shares*) «conforme aux recommandations du rapport *Hill*». Cette structure, très utilisée aux Etats-Unis, donne aux dirigeants – et en particulier aux fondateurs – des droits de vote accrus sur certaines décisions, et le rapport préconise d'élargir cette option aux cotations premium de la Bourse de Londres. La nouvelle règle, une fois entérinée, permettra ainsi à *Deliveroo* de passer au segment premium sans que le co-fondateur et directeur général Will Shu perde son pouvoir de contrôle. *Deliveroo* vise une cotation de 7 Md£ pour son introduction en bourse, ce qui ferait de cette dernière une des plus grosses *IPO* de ces dernières années à Londres.

2 Le cabinet *Beauhurst* évalue l'impact négatif d'une réforme de la *Capital Gains Tax*

Une [étude du cabinet *Beauhurst*](#) a tenté d'évaluer les conséquences d'une réforme de la taxe sur les plus-values de capitaux (*Capital Gains Tax*) sur l'écosystème des start-ups au Royaume-Uni. Cette étude, basée sur une enquête menée auprès d'investisseurs et fondateurs, porte sur les

conclusions du rapport commandé à l'*Office of Tax Simplification (OTS)* par Rishi Sunak en juillet 2020. Ce rapport, rendu public en novembre 2020 ([Simplifying by design](#)), recommande notamment d'augmenter les taux de la taxation des gains en capital afin de les rapprocher de ceux de l'impôt sur les revenus. L'enquête menée par le cabinet *Beauhurst* indique que 85 % des fondateurs envisageraient dans cette hypothèse de déménager leur entreprise à l'étranger - représentant un déplacement de 88 % des emplois des entreprises interrogées -, et 94 % d'entre eux créeraient leur future entreprise à l'étranger, tandis que les effets seraient également très négatifs en matière d'investissement, de financement ou d'attraction de talents. L'enquête souligne que la réforme proposée par l'*OTS* entraînerait un niveau de taxation plus élevé que tous les principaux concurrents européens du RU. Tout en reconnaissant la validité de certaines propositions de l'*OTS* pour mieux encadrer le dispositif fiscal actuel et limiter les abus, *Beauhurst* estime qu'elle devrait en tout état de cause prévoir des exceptions pour les véritables entrepreneurs qui créent de la richesse et des emplois.

Principales levées de fonds de start-ups britanniques entre le 22 février et le 7 mars 2021 :

- [Bottlepay](#), *FinTech* (plateforme de paiements en crypto-monnaie) : [Seed, 11 M£](#)
- [Nyobolt](#), *Batteries* (batteries à haute puissance pour l'automobile) : [Série A, 7,5 M£](#)
- [Grip](#), *AI* (logiciel de networking pour organisateur d'événements) : [Série A, 9,3 M£](#)
- [WeGift](#), *FinTech* (transferts de récompenses d'entreprises vers consommateurs) : [Série A \(extension\), 12 M\\$](#)
- [Monument](#), *FinTech* (néo-banque) : [Série A, 28 M£](#)
- [StorageOS](#), *Cloud* (stockage de solutions Kubernetes) : [Série B, 10 M\\$](#)
- [Eseye](#), *IoT* (accompagnement de projets en IoT) : Série B, 15 M£
- [Cutover](#), *Software* (optimisation du planning de flux de travail) : [Série B, 35 M\\$](#)
- [Evox Therapeutics](#), *BioTech* (produits thérapeutiques développés à partir d'exosomes) : [Série C, 69,2 M£](#)
- [Exscientia](#), *BioTech* (recherche médicamenteuse basée sur l'IA) : [Série C, 100 M\\$](#)
- [Hopin](#), *Software* (plateforme événementielle) : [Série C, 400 M\\$](#)
- [GoodBox](#), *Software* (appui à la collecte de fonds) : [Venture Round, 9 M£](#)
- [Orka](#), *HR* (application pour travailleurs temporaires et leurs employeurs) : [Venture Round, 29 M£](#)
- [Genomics plc](#), *HealthTech* (prévention génomique) : [Venture Round, 30 M\\$](#)
- [Atom Bank](#), *FinTech* (néo-banque) : [Venture Round, 40 M£](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international